

<https://www.welt.de/debatte/kommentare/article239506163/Transgender-Debatte-Kehren-wir-zurueck-zu-einem-Dialog.html>

Revenons à un dialogue - pour le bien de l'enfant et de la science

22/06/2022 13 h 27 | Temps de lecture : 7 minutes

Par **Alexandre Korte**



L'auteur est psychiatre pour enfants et adolescents, psychothérapeute, sexologue et scientifique culturel

Source: Thomas Dashuber/laif

Un éditorial de WELT sur les transgenres a déclenché des réactions violentes. L'un des auteurs, médecin spécialiste du sujet, répond ici à l'accusation d'intolérance. Et il plaide pour un débat factuel sur le projet de "loi d'autodétermination" en cours en Allemagne.

"Nous sommes d'accord pour ne pas être d'accord", telle est la devise utilisée par le PDG d'Axel-Springer-Verlag, Mathias Döpfner, dans sa distanciation publique de l'appel de cinq scientifiques, que WELT a publié le 06/01/22 en tant qu'éditorial.

Il faut se féliciter que le débat sur l'activisme transgenre s'élargisse désormais grâce à de nouvelles contributions d'opinion et de discussion. C'est le résultat le plus important de notre initiative pour l'instant, qui se voulait avant tout un signal d'alarme et visait à faire sortir le débat des tours d'ivoire de la science, des cercles fermés d'une petite minorité "woke" et des milieux sous-culturels de la génération Z pour l'amener au coeur de la société.

Cependant, certains points du commentaire de M. Döpfner méritent d'être clarifiés. Il a critiqué le fait que nous "**impliquerions généralement**" qu'il n'y aurait que "**deux identités sexuelles**". Cependant, nous, les scientifiques, ne parlons que de sexe biologique. Contrairement à d'autres catégories socialement évidentes telles que la «race» ou la nationalité, cela a une base objective. Selon celle-ci, le sexe est une caractéristique corporelle dont les manifestations, homme et femme, résultent – sans surprise – des fonctions reproductrices.

Dans les sciences naturelles, la distinction entre le sexe masculin et féminin est avérée et universellement acceptée. Elle permet d'établir des théories scientifiques sur un grand nombre de processus biologiques, de les tester empiriquement et d'expliquer la nature. Le sexe est ici clairement défini comme un état à deux caractéristiques, comme l'orientation du développement d'un organisme vers la production d'un certain type de cellule germinale. Ontologiquement, donc, le sexe est ce qui a rendu possible notre existence sexuellement conçue.

Avec sa propre logique et légitimité

Il n'y a pas de processus biologiques qui nécessitent des sexes supplémentaires pour s'expliquer. Par conséquent, du point de vue d'une science engagée dans le rationalisme critique, il n'y a aucune raison d'introduire d'autres concepts de sexe. Celles-ci n'auraient de sens que si vous pouviez les utiliser pour mettre en place et prouver empiriquement des théories qui expliquent mieux la réalité que l'hypothèse du double sexe. Au moins jusqu'à présent, de telles connaissances n'ont pas été créées.

La définition d'un grand nombre de genres (au sens de rôles sociaux genrés, en anglais : gender) peut être discutée en dehors du discours scientifique avec sa logique et sa légitimité propres. Mais nous n'avons pas besoin de plus de catégories de genre pour expliquer pourquoi les gens souffrent de dysphorie de genre, pour en déterminer les causes et pour aider ces personnes. Souvent avec des moyens psychothérapeutiques classiques, mais aussi, s'il n'y a pas d'autre option, avec des interventions chirurgicales sérieuses et des thérapies hormonales à vie.

Même l'existence de l'intersexualité n'est en aucun cas une réfutation du sexe binaire. Parce que le double sexe n'exclut pas la possibilité qu'il existe des personnes dont les structures sexuelles ne sont pas entièrement différenciées et ne sont donc pas claires. Cela n'a donc guère de sens de déclarer les éventuelles formes intermédiaires comme "autres genres".

Le commissaire queer du gouvernement fédéral, Sven Lehmann, critique que notre texte soit caractérisé par "l'homophobie et la transphobie". Il va même jusqu'à l'accuser d'"incitation" et de "haine à l'encontre d'un groupe de personnes". C'est faux, n'a aucun fondement et n'est également étayé par rien.

De notre point de vue, l'idéologie transgenre, qui se concentre sur les stéréotypes de genre et promeut une re-traditionalisation des rôles de genre, est hostile à l'homosexualité. Dans le cas de nombreux patients mineurs qui attribuent leurs problèmes psychologiques majeurs

au fait de "**vivre dans le mauvais corps**", l'analyse montre des raisons complètement différentes, souvent l'homosexualité refoulée par exemple. Nous pouvons aider les personnes concernées à reconnaître et à admettre leur homosexualité et à mener une vie autodéterminée et sexuellement épanouie.

L'alternative serait une attitude trans-affirmative, c'est-à-dire ne jamais remettre en question de manière critique le désir de transitionner, ce qui préconise de prendre ce cap tôt et se traduit généralement par la recommandation d'un traitement bloquant la puberté.

Pour le dire brièvement : à un garçon qui ne se comporte pas conformément aux rôles de son genre est suggéré qu'il est "**dans le mauvais corps**" et qu'il est en fait une fille. Une telle approche prive les personnes concernées de la possibilité d'accepter leur propre corps sexuel, de le valoriser comme faisant partie de leur propre identité et, si nécessaire, de faire des expériences décisives pour trouver une identité homosexuelle.

La société ne peut plus accepter sur la pointe des pieds le fait que le nombre de mineurs s'identifiant au sexe opposé a considérablement augmenté ces dernières années et que la grande majorité (plus de 80%) sont des filles biologiques, principalement dans le contexte d'une crise pubertaire avec la présomption erronée qu'elles sont « du mauvais sexe » - vraisemblablement parce qu'elles souffrent particulièrement de la pression des attentes d'un modèle rigide de genre et/ou, au regard des idéaux dominants de beauté et de minceur, ont plus de difficultés à accepter leur corps qui change à la puberté.

Pas seulement une question de compassion

Nous ne sommes pas seuls dans ce constat : avec des [centaines de scientifiques, dont plusieurs de cent professeurs d'université](#), et des féministes engagées, ce sont surtout les homosexuels qui se distancient de la rhétorique dénuée de sens des militants transgenres, de leurs visées radicales et des attaques hostiles contre ceux qui pensent différemment et mettent expressément en garde contre l'influence croissante de l'idéologie transgenre sur d'importantes institutions sociales.

Le Réseau de la Liberté Académique défend notre appel et, dans une [lettre ouverte](#), demande à Lehmann de commenter sa position par rapport à la liberté d'opinion et relative à la science et si sa contribution reflète la position de l'ensemble du gouvernement fédéral.

Le débat à mener ne se limite pas aux conséquences irréversibles de la médicalisation précoce des enfants atteints par les hormones suppressives de la puberté et du sexe opposé, mais vise aussi essentiellement la "Loi sur l'autodétermination" prévue par la coalition rouge-jaune-vert au Bundestag.

Appeler aux droits des trans ne consiste pas seulement à faire des concessions compatissantes qui permettent à une minorité souffrante et marginalisée de vivre une vie pleine dans la sécurité et la dignité. Je soutiens cela autant que tout autre critique de l'idéologie de l'identité de genre.

Ladite initiative législative ne concerne rien de moins que la redéfinition du « sexe » dans le système juridique allemand. Jusqu'à présent, la catégorie juridique de « sexe » était fondée sur les caractéristiques biologiques et physiques d'une personne. Il est désormais prévu de les définir sur la base d'une « identité de genre » ressentie.

Dès l'âge de 14 ans, chacun devrait désormais pouvoir choisir librement le genre qui lui semble correspondre à son sentiment d'appartenance subjectif – peut-être même contre la

volonté des tuteurs légaux. Dans le même temps, les « mégenrages » et l'utilisation du «dead name» par autrui seraient désormais à sanctionner en droit pénal.

Une société libérale et laïque peut accueillir de nombreux systèmes de croyances différents, y compris des systèmes contradictoires. Ce qu'elle ne doit cependant jamais faire, c'est imposer les croyances d'un groupe à tous les autres. Il s'agit aussi de la liberté de conscience, de l'expression personnelle de l'opinion et, enfin et surtout, de celle de la science. Il est urgent que le public connaisse pleinement les faits et les implications de cette loi et à quel point les deux différents niveaux, juridique et médical, sont étroitement liés.

Dans son commentaire, M. Döpfner donne finalement l'impression que nous ne nous intéressons pas à la diversité d'opinion. Le principal point de critique de notre appel est que la diversité d'opinion dans les programmes des chaînes publiques que nous avons considérés a été perdue.

La radiodiffusion de service public et la presse libre sont des atouts précieux de notre démocratie. Je me lève pour défendre cela ainsi que pour l'acceptation de la diversité sexuelle; je relie cependant cette dernière aux diverses possibilités de façonner les rôles de genre et la sexualité vécue, et ni l'invention d'une identité de genre ni le récit du «mauvais corps» ne sont nécessaires pour celle-ci.

S'il y a des malentendus dans le raccourci journalistique, que nous avons accepté en raison du format d'un éditorial, je le regrette.

Je n'accuse aucun responsable du programme public d'avoir des intentions manipulatrices, mais je voudrais souligner l'annonce récente des premiers ministres des États fédéraux qui veulent inscrire les principes d'objectivité et d'impartialité dans la loi dans le [nouveau traité des médias d'État pour la radiodiffusion publique](#) et veulent travailler davantage vers la séparation des faits établis par rapport aux opinions - qui peut aussi être lu comme un aveu d'omissions dans le passé. Des milliers de citoyennes et citoyens précédemment interrogés s'étaient plaints d'importantes lacunes sur cette différenciation.

Un large consensus

Tous les leaders d'opinion, en particulier au niveau politique, mais aussi les rédacteurs en chef responsables des médias devraient se sentir appelés à revenir à un dialogue factuel sans énervement au lieu de polémiquer et de discréditer (ou de façon tout aussi improductive refuser la discussion) - et se rappeler que, parmi les démocrates libéraux et intègres, il existe certainement déjà un consensus sur un point concernant les objectifs politiques communs : à savoir, développer davantage une société exempte de stéréotypes sexuels répressifs et dans laquelle le libre développement de l'individu est possible en fonction de l'inclination, du talent et intérêts - au-delà de l'assignation des rôles sociaux de genre et des clichés restrictifs.

En raison de mon métier, mon plus grand intérêt est le bien-être des enfants qui se sont retrouvés dans une situation de vie dramatique en raison d'une dysphorie de genre et qui sont confrontés à des décisions capitales et irréversibles. Je veux bien participer à l'argumentation concernant la meilleure façon d'aider ces enfants et ces jeunes. Bien sûr, je n'hésite pas à discuter avec les partisans de la "loi sur l'autodétermination", dont j'ai déjà commenté en détail les effets problématiques, en particulier pour les jeunes, lors d'une [audition d'experts au Bundestag allemand](#).

Alexander Korte est médecin-chef à l'Université Ludwig Maximilians de Munich. Il traite des jeunes atteints de dysphorie de genre depuis 2004.